

UNION INTERNATIONALE
DES HUISSIERS DE JUSTICE
ET OFFICIERS JUDICIAIRES



INTERNATIONAL
ASSOCIATION
OF JUDICIAL OFFICERS

MAGAZINE

International

Semestriel - numéro 9 - janvier/juin 1999



Burkina-Faso :
L'UIHJ reçue par le Président
de la République

Italie :
Vers la création d'un corps
d'huissiers de justice libéraux ?



Me Jacques ISNARD, Président de l'U.I.H.J.
Mr Jacques ISNARD, President of I.U.J.O.

L'huissier, auxiliaire de justice

Le statut de l'huissier de justice français, dont les principes s'inspirent toujours du décret napoléonien du 14 juin 1813 – et n'a que peu évolué fondamentalement depuis lors –, pose pour postulat que l'huissier de justice est officier public et ministériel et, aussi, auxiliaire de justice.

Un grand nombre d'organisations nationales, membres de l'UIHJ, dont les fonctions de l'huissier de justice sont calquées sur le statut français, ont adopté, de facto ou volontairement, cette définition de l'huissier de justice indépendant et libéral.

Mais, si la notion d'officier public s'induit d'elle-même et si celle d'officier ministériel paraît bien obscure, le concept d'auxiliaire de justice n'est pas sans susciter quelques réflexions. Il est toutefois aisé d'appréhender la portée du concept d'auxiliaire de justice qui résulte du devoir de collaboration de l'huissier de justice envers l'institution judiciaire. Ce concept, empreint de majesté, n'est pas, bien évidemment, partagé par tous les systèmes étatiques.

Dans un certain nombre de pays, l'huissier de justice est avant tout un agent de recouvrement, davantage comptable que juriste ; à cet égard, sa double dépendance face à deux autorités de tutelle différentes (Ministère de la Justice et Ministère des Finances) démontre – non pas l'ambiguïté – mais l'inflexion de la prééminence juridique. Pourtant, ce lien statutaire ou virtuel entre l'huissier auxiliaire de justice et la justice, celle-ci prise, dans sa plus large acception, doit demeurer essentiel.

D'abord, en raison de ce que l'huissier de justice, dont l'UNION INTERNATIONALE défend les valeurs intellectuelles, doit être un juriste de haut niveau plutôt qu'un comptable ou qu'un agent de bureau ; ensuite, parce que ce professionnel doit être capable de remplir sa mission en contemplation des règles de droit interne et international mais aussi dans le respect d'une éthique où s'insèrent d'autres valeurs, tenant à la responsabilité dans ses activités ou au rôle social de sa fonction qui se relaie encore avec un certain nombre de normes intrinsèques : formation permanente, déontologie, appartenance à un ordre professionnel.

Enfin, par le fait que l'huissier de justice est cet acteur qui renforce son action dans le mécanisme judiciaire en apportant la garantie de son indépendance face à tous ceux qui aspirent, en abusant de leur pouvoir, à entraver l'exécution des jugements et à briser l'équilibre démocratique de leur pays.

La justice, appréhendée dans son sens large, n'est pas seulement un secteur privilégié soumis à l'influence du juge ou du plus proche de ses auxiliaires : l'avocat ; c'est aussi l'affaire des huissiers de justice. Tous les Etats ont besoin d'une justice forte ; ce credo, maintes fois repris par l'UNION INTERNATIONALE, implique, dans une formula-



tion sans doute réductrice mais parfaitement explicite, que chaque nation doit être dotée d'un régime de droit incluant des mesures d'exécution rigoureusement définies et d'une totale effectivité.

Etre auxiliaire de justice, dans l'éthique qui nous aiguille, c'est être détenteur d'une part de responsabilité dans le fonctionnement de la justice en vertu d'une délégation qui est concédée, non par le juge, mais par la nation toute entière. En conséquence, être auxiliaire de justice, c'est servir la justice en privilégiant l'efficacité dans la démarche tout en veillant au respect des normes et valeurs qui viennent d'être évoquées.

Mais l'auxiliaire de justice efficace, lorsqu'il s'agit de l'huissier de justice, ne doit pas être ce personnage hermétique et ancré dans des principes, qui exécute aveuglément les décisions judiciaires en répandant autour de lui misère et rancœur. L'huissier de justice doit faire preuve certes de fermeté mais non pas d'indifférence. Pour autant que la justice réclame une exécution rapide et efficace, encore doit-elle être humaine et appropriée. C'est dans cet art tout en nuances que se retrouvent les qualités attachées à la fonction d'huissier de justice et c'est aussi face à ces écueils que réside la difficulté du métier qui nous occupe.

Il est peu de professions comme la nôtre où l'activité demande d'aussi solides connaissances intellectuelles alliées à une aussi grande expérience du terrain. Tout comme on ne saurait imaginer un commandant de bateau apprenant à naviguer uniquement à l'aide de manuels, on ne saurait concevoir un huissier de justice habile à exercer son activité seulement au travers de l'usage des codes et des publications juridiques.

Enfin, l'huissier de justice, auxiliaire de justice, spécialiste du droit de l'exécution, doit contribuer à promouvoir ses propres institutions. Dans certaines parties du monde, les profondes modifications consécutives à l'entrée en vigueur de nouveaux traités ont bouleversé l'activité des huissiers de justice, suscitant de leur part réserves et, parfois même, désapprobation. Tel est le cas, en Afrique, de l'espace international soumis au Traité de l'OHADA.

D'une manière générale, les textes, quelle que soit leur nature, sont toujours perfectibles ; aussi, dès l'éclosion de leur cocon, il importe que les professionnels en gommant les aspérités en adaptant l'esprit à la lettre et, le cas échéant, en formulant des propositions constructives susceptibles d'en améliorer la composition. Les textes "sont ce qu'ils sont" mais souvent deviennent-ils "ce que les professionnels veulent en faire". Cette formule, depuis longtemps, fait école et les huissiers de justice, auxiliaires de justice, ne doivent pas manquer de s'en inspirer.

L'huissier de justice, en majorité auxiliaire de justice dans une perspective plannétaire, n'est encore – nous en avons conscience – qu'une simple esquisse. Toutefois, dans cette marge de progrès et d'évolution considérable qui s'offre à notre profession, il n'est pas chimérique, à l'instant d'achever cet ultime éditorial du millénaire, d'en augurer la consécration. Mais, il est vrai aussi que cela concerne d'autres actions qui seront conduites par d'autres équipes dirigeantes que le Congrès d'Athènes viendra désigner au mois de Mai 2000.

Jacques ISNARD
Président de l'UIHJ





The judicial officer as instrument of justice

The status of the French judicial officer, whose principles still lie rooted in the Napoleonic decree of June 14, 1813, – and which, fundamentally, has evolved but little since –, postulates that the judicial officer is a public and ministerial officer and also an instrument of justice.

A large number of national associations, members of the UIHJ, whose functions prescribed for their judicial officers are copied from the French statute, have adopted, de facto or voluntarily, this definition of the judicial officer as an independant and liberal agent.

But if the notion of public officer derives from within and if the one of ministerial officer seems rather obscure, then the concept of "instrument of justice" cannot but give rise to certain reflections. It is nonetheless easy to apprehend in a broad interpretation the concept of instrument of justice, which springs from the judicial officer's duty to collaborate with the judiciary institution. But this concept, with its notion of a certain grandeur, is not, understandably, shared by all state systems.

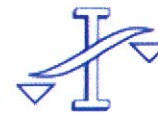
In a certain number of countries, the judicial officer is first and foremost a collection agent, more of an accountant than a jurist ; in this regard, his double dependency with reference to two different supervisory public authorities (the ministry of justice and the ministry of finance) reveals – not an ambiguity – but a predominant inclination towards the juridical. And indeed, this statutory or virtual bond between the judicial officer as an instrument of justice and the institution of justice itself in its broadest interpretation, must be considered an essential one. We explain : first of all for the rea-

son that the judicial office – whose intellectual values are strongly defended by the International Union – must be a high level jurist rather than an accountant or a clerk for the courts.

Secondly, because this professional not only must be able to fulfill his mission keeping in mind the rules of domestic and international law, but also must respect an ethic of behaviour into which other values are integrated. He must act with due regard for the responsibilities inherent in his duties and in keeping with his societal role, intrinsic to which are a certain number of basic norms : we are referring to an ongoing improvement of his knowledge, his adherence to the principles of deontology, his sense of belonging to a professional order.

And finally, because of the fact that the judicial officer is really a kind of actor who reinforces his role within the judiciary mechanism through his independant actions in the face of all those who attempt, to the extent that are able to, to contravene and under the execution of legal judgements and by so doing rend asunder the balance of democratic in their countries.

Thus, the notion of justice, considered in its broadest sense, is not just a privileged sector under the influence of the judge or of the nearest of this attendant instruments, namely the court barrister, it is also the province of the judicial officer. All States have need of a strong judiciary ; this credo, countless times reiterated by spokesmen for the International Union, implies, in a formulation undoubtedly simplified but perfectly explicit in its meaning, that every nation should be endowed with a system of law favouring measures of enforcement rigo-



rously defined and of complete effectiveness.

To be an instrument of justice, within the standard of ethics that is our stimulus, is to hold in one's hand part of the responsibility for carrying out the just functioning of the law by virtue of having been so delegated, not only by the judge, but also by the entire nation. In consequence, to be an instrument of justice is to serve justice, with all due regard for the efficiency and effectiveness in the process thereof, and always in keeping with the respect for the norms and the values that are being called into play.

But an instrument of justice, with reference to the role of the judicial officer, need not be this hermetically closed personage anchored to his principles, a functionary who executes blindly the dictates of the courts and who disseminates around him the seeds of misery and rancour. The judicial officer must display, certainly firmness, but surely not callousness. In as much as the process of justice demands a quick and efficiency execution, still it may not dispense casually with the notions of humaneness and propriety. It is in the accomplished art of being able to draw the fine nuances that the qualities attaching to the function of judicial officer become most obvious. And it is also in such problems that we are confronting the pitfalls inherent in our profession.

There exist very few professions like ours whose activities require such solid intellectual knowledge coupled to an equally wide practical field experience. Just as one could not possibly imagine a ship's captain learning to navigate solely by studying navigational guidebooks, one could not possibly conceive of a judicial officer expert in the exercise of his profession solely through the study of procedural codes and juridical publications.

Finally, the judicial officer, as an instrument of justice, specialist in the law

enforcement, must himself contribute to the promotion of his own institution. In certain parts of the world, profound modifications following the implementation of new treaties have turned upside down the activities of judicial officer. They have, for their part, created feelings of reservations and sometimes even of disapproval. Such, in Africa, is the case for the international arena falling within the treaty of OHADA.

In a general sense, the texts that pertain, whatever be the nature of their context, can always be perfected. Also, as of the moment that the texts are released into the light of day, it is important that the professionals who have to work with them remove their harsh edges by adapting their spirit to the realities of their actual application and, where the opportunity arises, by formulating constructive proposals likely to improve their composition. The texts "are what they are" but often they become "what the professionals want them to become". This formula has gained widespread acceptance for a long time and the judicial officers, instruments of justice, must not fail to find in it their inspiration.

The judicial officer, primarily the instrument of justice in a planetary perspective, is right now – we are much conscious of it – nothing but the delineation of a simple sketch. Nevertheless, within this margin of progress and of the considerable possibilities for evolution that it offers to our profession, it is hardly a chimerical hope, at a time of closing this final editorial of this century, that we may anticipate its introduction into the future. But it is also true that such an evolution encompasses other actions that will be carried forward by other executive functions which the Athens Conference will address during the month of May in the year 2000.

J. ISNARD,
President of the IUJO





L'efficacité des procédures judiciaires au sein de l'Union Européenne et les garanties des droits de la défense

Le succès du séminaire "GROTIUS" tenu à LISBONNE, du 14 au 16 janvier 1999



*De gauche à droite, pendant l'allocution du Ministre de la Justice :
Me Marie-Thérèse CAUPAIN, M. le Recteur de l'Université de LISBOA,
Dr Jose Vera JARDIM, Ministre de la Justice, et le Pr Jose LEBRE DE FREITAS*

Left to right, during speech of Minister of Justice : Me Marie-Thérèse CAUPAIN,
the Rector of University of LISBOA, Dr Jose Vera JARDIM, Minister of Justice, and Pr Jose LEBRE DE FREITAS

Le séminaire international organisé du 14 au 16 janvier 1999 à Lisbonne, sous la coordination générale du Professeur de LEVAL, doyen de la faculté de droit de l'Université de Liège, et de Maître Marie-Thérèse CAUPAIN, vice-Présidente de l'U.I.H.J., a connu un succès retentissant.



Pendant trois jours, plus de 80 experts et praticiens ont participé aux travaux présentés à l'Université de Lisbonne. Venus du Brésil, du Canada, de Belgique (en nombre !), de France, de Suède, du Danemark, de Russie, d'Angleterre, d'Espagne, les participants ont suivi avec une attention soutenue, les exposés des rapporteurs et le développement dynamique des débats.

La séance d'ouverture fut présidée par son Excellence le Ministre de la Justice du Portugal, Dr Jose Vera JARDIM, professeur honoraire de l'Université de Lisbonne, qui exprima avec spontanéité sa satisfaction d'accueillir à Lisbonne un séminaire dont le thème est au cœur de ses propres préoccupations. En effet, l'inefficacité des voies d'exécution au Portugal a suscité récemment la constitution d'une commission chargée de la révision de cette partie du Code de Procédure Civile. La plupart des membres de celle-ci ont d'ailleurs assisté à tous les travaux du séminaire, la traduction simultanée ayant été assurée dans trois langues : anglais, français et portugais.

Ce séminaire a été organisé par quatre universités, KEELE (Grande-Bretagne), LEUVEN (Belgique), LIEGE (Belgique), LISBOA (Portugal) et par deux chambres nationales, membres de l'UIHJ : la chambre nationale des Huissiers de Jus-

tice de Belgique et la Society of Messengers-at-Arms d'Ecosse. Les organisateurs ont bénéficié du soutien (co-financement) de la Commission Européenne au titre du programme GROTIUS.

Le programme européen GROTIUS, qui a soutenu cette manifestation, vise à stimuler la connaissance réciproque des systèmes juridiques et judiciaires et à faciliter la coopération judiciaire entre les Etats Membres de l'Union Européenne. Ces objectifs n'ont pas été trahis.

D'abord, autour du thème choisi, « L'efficacité des procédures judiciaires au sein de l'Union Européenne et les garanties des droits de la défense », cinq systèmes juridiques européens ont fait l'objet d'une analyse comparée révélatrice de contrastes édi-

fiants.

En outre, le choix de ce thème rencontre les préoccupations prioritaires de Mme le Commissaire européen GRADIN, exprimées dans sa communication du 26/11/1997 au Conseil et au Parlement européen intitulée : « *Vers une efficacité accrue dans l'obtention et l'exécution des décisions de justice au sein de l'Union Européenne.* » Cette communication avait pour objet : « de faciliter la reconnaissance et l'exécution des décisions rendues dans l'U.E.. (La communica-

tion contient d'ailleurs une proposition de révision de la Convention de Bruxelles) ; d'ouvrir un débat, en partenariat avec les professions juridiques, sur une approche commune concernant certains aspects des droits procéduraux nationaux, dans le but de permettre à tous les citoyens européens de bénéficier -dans des conditions équivalentes- d'un accès rapide, efficace et peu coûteux aux institutions judiciaires. »

Le **partenariat**, constitué par la participation d'éminents professeurs européens de droit judiciaire aux côtés de praticiens (les officiers ministériels chargés de la signification des actes judiciaires et de la mise en œuvre des titres exécutoires) a contribué à affermir la crédibilité de certaines propositions sur lesquelles un consensus a pu se dégager.

Le thème principal suggère d'abord la recherche d'un **équilibre** entre des droits concurrents, droits reconnus et également respectables (ceux du demandeur/créancier et ceux du défendeur/débitteur). Il importait donc de mesurer le degré de protection des droits fondamentaux appelés à s'affronter, de s'interroger sur l'adéquation des moyens mis en œuvre pour remplir une finalité légitime, selon le principe de proportionnalité.





C'est pourquoi la plupart des auteurs se sont référés à des valeurs européennes communes telles que les définissent notamment la Cour de Luxembourg (singulièrement dans son interprétation de l'article 27, 2° de la Convention de Bruxelles) et la Cour de Strasbourg, (dans sa jurisprudence relative à l'article 6, 1 de la Convention de Sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés Fondamentales).

Ce thème suggère également la recherche d'une **équivalence de moyens** offerte aux justiciables européens confrontés aux disparités -le plus souvent discriminatoires- des systèmes juridiques et judiciaires nationaux, tant pour l'obtention du titre que pour l'exécution de celui-ci.

I. LES PROCEDURES D'INSTANCE

Nous devons au Professeur LEBRE DE FREITAS d'avoir pu tenir le séminaire dans l'enceinte de l'Université de Lisbonne et d'avoir été honorés par la présence de Son Excellence le Ministre de la Justice, Dr Jose Vera JARDIM.

Le Professeur LEBRE DE FREITAS a procédé à un examen comparé des mécanismes légaux mis en œuvre pour assurer le respect des droits de la défense lors de l'introduction des demandes au fond et

en référé. Sous un angle différent, ont été mises en évidence les utilisations éventuellement abusives des droits conférés à la partie défenderesse au procès et analysées les sanctions prévues pour réprimer les attitudes procédurales dilatoires et déloyales. Quelle portée doit-on donner au défaut et quel devrait être le rôle du Juge statuant par défaut ?

- la confrontation d'une multiplicité d'ordres juridiques différents, requérant l'assistance d'experts hautement spécialisés,
- la lourdeur et la lenteur des procédures d'exequatur,
- les incertitudes liées à la transmission des informations judiciaires en raison de



De gauche à droite (left to right) :
Mmes Joëlle MATRAY, Wendy KENNET et Marta PERTEGAS-SENDER

Cette première analyse nous a naturellement conduits à d'autres interrogations : quelles sont les limites des droits de la défense ? N'assiste-t-on pas à une perversion des droits de la défense, perversion qui s'accentuerait lorsque le litige a une dimension internationale ?

En d'autres termes, cette perversion se nourrit-elle du caractère complexe de la procédure, qui s'intensifie dans les litiges transfrontaliers, à cause de :

la distance, des délais, des traductions et l'absence, le plus souvent, de notions autonomes.

A cet égard, Maître Roger DUJARDIN, huissier de justice à Anvers, a présenté dans son rapport l'inventaire des mécanismes de sécurité existants, mettant ainsi en évidence l'insuffisance des normes actuelles :

- il importe de réserver une priorité au contenu de l'acte de signification en relation avec sa finalité.



• il est urgent de mesurer les écarts de performance entre les divers modes conventionnels de transmission des actes : par l'envoi à une autorité centrale qui actionne en cascade ses intermédiaires successifs ou par l'envoi direct entre entités décentralisées.

• il y a lieu de favoriser l'utilisation des nouvelles technologies de transmission des informations à caractère judiciaire dans la perspective d'une triple diminution des coûts, des délais et de l'insécurité.

Mais le défendeur, dûment informé de la procédure engagée contre lui, ne serait-il pas tenté par une solution plus confortable que loyale : celle de ne pas comparaître devant le Juge d'origine et d'adopter une attitude d'inertie totale jusqu'à l'éventuelle signification du jugement d'exequatur ?

Dans ce contexte, quelle signification dynamique peut-on donner au silence du défendeur ? M. le Doyen de LEVAL a approfondi cette réflexion, singulièrement dans une de ses applications les plus intéressantes : les procédures simplifiées de recouvrement de sommes d'argent.

Une autre perversion des droits du défendeur se développe avec la stratégie suivant-

te : le défendeur virtuel se déguise en quelque sorte en demandeur, en saisissant un autre Juge que celui qui connaît déjà ou devrait incessamment connaître du litige qui l'oppose à son adversaire, et en lui présentant un lien de rattachement artificieusement noué.

Le rapport de M. Patrick WAUTELET, assistant à l'Université Catholique de Leuven, nous a éclairés sur la notion de litispendance internationale, laquelle a tendance à devenir un réel phénomène lorsqu'on observe l'exploitation que font certains protagonistes de ses ressources, au bénéfice du forum shopping.

Les injonctions "anti-suit" illustrent parfaitement le déséquilibre de ce contentieux international : le rapport du Professeur Wendy KENNETT, de l'Université de Keele, a défini la nature, le champ et les conditions d'application, les particularités, la portée et les sanctions de ces injonctions propres aux pays de "Common Law", que les experts continentaux perçoivent comme une manifestation aiguë d'insularité juridique. L'effet utile de ces procédures, dont la finalité apparente tend à voir interdire par le Juge anglais qu'une affaire soit portée devant un Tribunal étranger, fut examiné au regard des règles qui ont trait à la litispendance et à la connexité en

droit interne et en droit international.

Le Professeur Hans VAN HOUTTE, de l'Université Catholique de Leuven, analyse l'efficacité que peuvent avoir ces injonctions "anti-suit" dans les autres Etats de l'Union Européenne et s'interroge sur leur compatibilité avec les règles de compétence internationale prévues par les Conventions de Bruxelles et de Lugano et, partant, avec le respect équilibré des droits de la défense.

II. LES PROCEDURES D'EXECUTION

C'est de manière un peu contestable, que nous avons opposé les procédures d'exécution aux procédures d'instance.

L'instance, comme l'a montré le Professeur LEBRE DE FREITAS, est en Europe une notion protéiforme qui recouvre les réalités juridiques les plus diverses. Certaines législations nationales requièrent en effet l'introduction d'une instance judiciaire complémentaire (à celle menée pour la consécration juridictionnelle des droits litigieux), avant que la décision de justice puisse être mise à exécution.

M. le Doyen de LEVAL et Mme Joëlle MATRAY, avocat et assistante à l'Université de





Liège, nous ont décrit, en droit comparé, les réalités juridiques les plus diverses que peut couvrir la locution "titre exécutoire". Même pour la Cour de Strasbourg, comme le démontre le rapport du Pr KRINGS, la frontière entre "l'instance" et "l'exécution" a été pulvérisée.

L'analyse des mesures d'exécution nous a entraînés au cœur de ces mêmes questions, déjà formulées dans la première partie : dans la phase de la concrétisation de la décision du Juge, de son prolongement logique et légitimement attendu (pour le créancier) et de la menace imminente de mesures bien réelles de coercition (pour le débiteur), les droits de l'un et de l'autre s'affrontent avec davantage de violence ; les protagonistes deviennent nerveux.

L'impatience du créancier s'accommodera-t-elle de l'étalement juridique des frontières ? M. le Doyen de LEVAL et M. Frédéric GEORGE, avocat et assistant à l'Université de Liège, nous ont décrit les "formalités de dédouanement" du titre exécutoire et les conséquences de "l'exportation" sur la portée et les effets de celui-ci.

La saisie-arrêt bancaire internationale constitue une figure concentrée de toutes les difficultés liées au caractère transnational du litige, outre celles découlant de son objet :

l'appréhension d'un patrimoine éminemment volatil composé de produits financiers sophistiqués, parfois virtuels, créant des figures juridiques inédites et complexes. S'y ajoutent le progrès des techniques de transmission, la possible collusion du tiers saisi et son secret professionnel.



M. le Doyen de LEVAL

M. le Doyen de LEVAL et M. Frédéric GEORGE ont procédé à l'examen comparé des différentes étapes procédurales de la procédure de saisie-arrêt, des possibilités d'obtenir des informations patrimoniales en amont de la procédure, de l'étendue des obligations imposées au tiers saisi et, rejoignant là le droit des sûretés, des effets de la saisie-arrêt.

L'examen des effets et de la portée d'un titre exécutoire à l'étranger a été approfondi et enrichi par l'analyse d'une procédure particulière :

« **L'exécution internationale en matière de contrefaçon des droits de la propriété intellec-**

tuelle », présenté dans le rapport de Mme Marta PERTEGAS-SENDER, assistante à l'Université Catholique de Leuven en envisageant l'étendue de l'efficacité territoriale d'un jugement portant interdiction d'usage d'un signe distinctif (marques, enseignes ou noms commerciaux, appellations d'origine), ou d'une création nouvelle (brevets, dessins et modèles). L'injonction d'un juge national s'impose-t-elle dans les autres Etats ? Quelles sont les conditions de mise en œuvre à l'étranger de décisions relatives à la propriété intellectuelle, portant injonction de faire ou de ne pas faire et portant condamnation au paiement d'astreinte et/ou de dommages et intérêts ?

Par ailleurs, une évolution récente de la jurisprudence de la Cour de Strasbourg nous a suggéré la question suivante : le droit du créancier à une exécution efficace du titre dont il dispose, est-il un droit fondamental qui met à charge des Etats une obligation positive d'organiser leurs institutions adéquatement ?

Le Baron Ernest KRINGS, professeur à l'Université libre de Bruxelles, a analysé la notion d'exécution en droit international à l'aune des exigences de l'article 6 de la Convention Européenne des Droits de l'Homme et de la jurisprudence de la Cour de Strasbourg (et notamment de l'arrêt du 19 mars 1997, aff.



107/1995/613/ 701, Hornsby c/ GRECE).

S'il faut admettre que le droit à une exécution concrète de la décision du juge, exécution aboutie dans un délai raisonnable, est un droit fondamental de l'individu, il importe de vérifier si les Etats Membres ont mis à disposition de leurs justiciables les institutions appropriées pour assurer rapidement la concrétisation de ce droit. C'est ainsi que plusieurs exemples de statuts des agents d'exécution nous ont été présentés, singulièrement dans cette perspective fonctionnelle d'efficacité.

M. Francis GUEPIN, Huisier de Justice, Président honoraire de la Chambre Nationale des Huissiers de Justice de France, et M. David WALKER, Président de la Society of Messengers-at-Arms d'Ecosse, membres de l'Union Internationale des Huissiers de Justice ont abordé notamment la question suivante : quel est, en rapport avec leur statut, le degré d'autonomie et d'indépendance des agents de l'exécution ? Par exemple, la simple remise de l'expédition du jugement portant condamnation principale vaut-elle autorisation de procéder à toutes les mesures d'exécution les plus adéquates, sans autre contrôle judiciaire *a priori* ?

D'autres aspects du statut de l'agent d'exécution ont été

brèvement abordés : le monopole, l'impartialité, la responsabilité, le coût ; le caractère réducteur de cette analyse résulte de la seule perspective fonctionnelle dans laquelle elle était circonscrite : celle de l'efficacité.

A supposer qu'un Etat dispose d'un corps de professionnels dont les performances bien mesurées sont appréciables lorsqu'il s'agit de poser des mesures coercitives sur un patrimoine apparent ou révélé, comment comprendre que des moyens d'investigations appropriés ne soient pas mis à sa disposition, dans des conditions réglementées, pour connaître la composition du patrimoine du débiteur récalcitrant ? Cette dissimulation du débiteur, cette résistance, sont-elles en effet légitimes ? Ne devrait-on pas instaurer des règles d'éthique procédurale et sanctionner leur irrespect ?

C'est pour répondre à ces questions que nous avons réservé un débat approfondi sur l'analyse comparée de la transparence patrimoniale. Deux praticiens, Me Nicola HESSLÉN, huissier de justice à Göteborg, et Me Etienne LEROY, huissier de justice à Charleroi, ainsi que le Professeur Alain VERBEKE, de l'Université Catholique de Leuven, ont composé une équipe très métissée au regard des abîmes de différence entre les sys-

tèmes juridiques que chacun d'eux représente, au plan de la transparence patrimoniale ; ces différences créent d'inacceptables discriminations entre les créanciers.

Les réponses de chaque système juridique aux questions suivantes ont révélé les disparités les plus tranchées, singulièrement entre le Nord (transparence du patrimoine) et le Sud (opacité) de l'Europe :

- Les investigations patrimoniales sont-elles légalement autorisées et organisées ?
- Qui peut procéder à des investigations patrimoniales et à quelles conditions ?
- Quelles sont les sources d'informations (personnes de droit privé et/ou de droit public, fichiers et registres publics) et quel peut être leur objet (localisation du débiteur lui-même, recherche des composantes actives et passives du patrimoine de ce dernier) ?
- Quelles sont les limites imposées (protection de la vie privée et des données personnelles, respect du secret professionnel) destinées à concilier le principe de l'efficacité des saisies conservatoires et des voies d'exécution avec celui de la protection du débiteur et des tiers contre les investi-





gations inopportunes, inadéquates ou excessives ?

• Les informations patrimoniales recueillies peuvent-elles être utilisées indifféremment au profit des créanciers d'un même débiteur et peuvent-elles être échangées entre agents de l'exécution dans le respect d'un secret professionnel partagé ?

• Quelles sont les voies civiles et les sanctions pénales prévues pour contrer ou réprimer l'organisation d'insolvabilité ?

• Peut-on envisager une assistance mutuelle entre

Etats de l'Union Européenne portant sur l'obtention, au bénéfice du créancier, d'informations légalement disponibles dans l'Etat requis et portant sur la localisation et la consistance du patrimoine du débiteur ?

Mais la coopération européenne trouvera-t-elle sa place dans une telle cacophonie ? Une harmonisation des législations se révèle, là plus qu'ailleurs, indispensable.

Ce foisonnement de réflexions a enfin été trié et ordonné par le Professeur Roger PERROT qui en a extrait quelques principes essentiels dans son exposé de synthèse.

En guise de conclusion, Mme Joëlle MATRAY a, dans une synthèse prospective, très fidèlement reproduit le dynamisme des débats et l'engouement des participants qui ont inspiré la formulation de quelques propositions aussi concrètes qu'audacieuses qui figureront dans l'ouvrage collectif en cours de publication.



Nous espérons que nos travaux auront suscité auprès des autorités portugaises la volonté d'améliorer encore les propositions de réforme des voies d'exécution et, pourquoi pas, l'intérêt d'associer les experts de l'U.I.H.J. à leur réflexion.



Au premier plan, de gauche à droite (at prime, left to right) : Me Jacques ISNARD, Me Jacques BERTAUX et Mme Anne-Marie ROUCHAUD de la Commission Européenne



The effectiveness of judicial procedures at the heart of the European Union and the guarantees for the protection of the rights of the defence

The success of the "GROTIUS" seminary held in LISBON, January 14 to 16, 1999

The International seminar organised in Lisbon from January 14 to 16, 1999, under the general coordination of Professor de LEVAL, Dean of the Faculty of Law at the University of Liege, and of Mrs Marie-Thérèse CAUPAIN, vice-President of U.I.H.J., has been a resounding success.

For three days, more than 80 experts and law practitioners in the workshops presented at the University of Lisbon. Participants from Brazil, Canada, Belgium (in large numbers !), France, Sweden, Denmark, Russia, the United Kingdom and Spain attended with sustained interest the presentations of speakers and the dynamic unfolding of the discussions.

Presiding over the opening sessions was His Excellency Dr

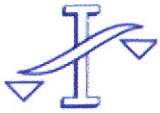
Jose Vera JARDIM, Portuguese Minister of Justice and honorary professor at the University of Lisbon, who with great spontaneity expressed his satisfaction in being able to welcome to Lisbon a seminar whose theme lies at the heart of his very own concerns. In fact, the ineffectiveness of enforcement branches in Portugal has recently resulted in the creation of a commission charged with the revision of that particular section of the Code of Civil Procedure. And,

indeed, the majority of commission members did attend all of the workshops, there being made available simultaneous translations in three languages : English, French and Portuguese.

This seminar was organised by four Universities : KEELE (Great Britain), LEUVEN and LIEGE (Belgium), LISBON (Portugal) and by two national chambers, members of UIHJ : the national chamber of Belgian Judicial Officers and the Society of Messengers-at-Arms of Scotland. The organisers were benefited by the support (co-financing) of the European Commission in the context of the GROTIUS program.

The European program GROTIUS, which has lent its support to this event, aims at stimulating the reciprocal





From left to right (de gauche à droite) : Mr DUJARDIN, Mr WAUTELET, Pr de LEVAL and Pr LEBRE DE FREITAS

understanding of juridical and judiciary systems and at facilitating the judiciary collaboration between Member States of the European Union. These objectifs have been fully realized.

Firstly, around the chosen theme « **The effectiveness of judiciary procedures at the heart of the European Union and the Guarantees for the protection of the rights of the Defense** », five European juridical systems were made the subject of a comparative analysis that revealed some enlightening contrasts.

Furthermore, the choice of this theme touches upon the prime concerns of the European Commissioner, Mrs GRADIN, as expressed in her communication "*Towards an increased efficiency in the obtainment and enforcement of judgements at the heart of the European Union*" of November 26, 1997, addressed to the

Council and the European Parliament. This communication had as its objective : « *to facilitate the recognition and the enforcement of court decisions rendered in the E.U. (the communication does, in fact, contain a proposal for revision of the Brussels Convention) ; to open a debate, in partnership with the juridical professions, regarding a common approach on certain aspects of national procedural rights, with the aim to allow all Europeans citizens to benefit – under identical circumstances – from ready, efficient, and inexpensive access to judicial institutions* ».

The **partnership**, composed of eminent European professors of adjective law and of practitioners (ministerial officers charged with the serving of process and the implementation of writ of execution) has contributed to strengthening the credibility of certain proposals on which it has been possible to reach a consensus.

The principal theme centres first and foremost on the search for a balance between concurrent rights, rights that are recognised and demanding of equal respect (the rights of the plaintiff/creditor versus those of the defendant/debtor). It was therefore important to measure the degree of protection of these fundamental rights in confrontation with each other and to ponder the adequacy of the means put into play to satisfy the need for a justifiable finality according to the principle of proportionality.

That is why most of the authors have made reference to such common European norms as are defined, notably, by the Court of Luxembourg (especially in its interpretation of article 27, 2° of the Brussels Convention) and by the Court of Strasbourg (in its jurisprudence relating to article 6.1 of the Convention for the Safeguarding of Human Rights and Fundamental Freedoms).



This theme equally puts forward the search for an equivalence of means for European subjects liable to court action and confronted with the disparities – most often of a discriminatory nature – of national juridical and judicial systems, evidenced as much in the obtainment as in the enforcement of writ of execution.

I. THE PROCEDURES OF INSTANCE

We owe a vote of thanks to Professor LEBRE DE FREITAS for the opportunity to hold the seminar at the University of Lisbon and for the honour of His Excellency Minister of Justice, Dr Jose Vera JARDIM'S presence.

Professor LEBRE DE FREITAS has proceeded to a comparative study of legal mechanisms put in effect to ensure that the rights of defense are respected in the course of the introduction of claim for procedure to full extent and application for temporary injunction. From a different angle, evidence was presented of instances of actions possible of being construed as abusive to the defendant's rights during trial, with an analysis of the sanctions provided for the curbing of attitudes that are in their nature dilatory and disloyal to the procedure. How much significance should be attributed to

the notion of absentia and what should be the role of the Judge pronouncing judgement by default ?

This first analysis naturally has led us to other points of query : How far do the rights of the defendant extend ? Does one not become party to a perversion of the rights of the defence, a perversion that becomes emphasised when litigation assumes an international dimension ?

In other words, does this perversion feed on the complex nature of the procedure, which intensifies in matters of cross-border litigation, because of :

- ☛ the confrontation of a host of multiple different juridical provisions, requiring the assistance of highly specialised experts,
- ☛ the weight and the ponderousness of procedures of "exequatur" to enforce foreign judgement,
- ☛ the incertitudes inherent in the transmission of judiciary information by reason of distance, time delays, translations and, most often, because of the absence of autonomous frames of reference.

In this respect, Mr Roger DUJARDIN, Judicial Officer in the city of Antwerp, has pre-

sented in his report an inventory of existing mechanisms of security, bringing thus to light the inadequacies of existing norms :

- ☛ It is important to allow a priority to the content of the writ in relation to its finality.
- ☛ There exists an urgent need to measure the performance disparities between the diverse conventional modes by which the writs are being transmitted : by sending them to a central authority which in sequence activates the successive intermediaries or by passing them on directly between decentralised entities.
- ☛ There is good reason to favour the utilisation of modern technology in the transmission of information of judicial nature in view of the triple benefit to be derived there from : reduction of costs and time delays, and improvement of the security factor.

But would the defendant, when duly advised of the action taken against him, not be tempted to seek a solution more comfortable than loyal : namely not to put in an appearance before the original Judge and to adopt an attitude of total inertia up to the eventual notification of judgement exequatur ?





In that context, what sort of dynamic action can one take against the silence of the defendant ? Dean de LEVAL has dug deeply into this question, particularly in one of its most interesting of applications : the simplification of procedures to recover moneys.

Another perversion of the rights of the defendant develops along the lines of the following strategy : the potential defendant somehow assumes the mask of the plaintiff by having the case referred to a Judge other than the one who already knows or should be totally aware of the litigation that pits him against his adversary and thus throwing out to him a line of attachment artificially knotted.

The report by Mr Patrick WAUTELET, assistant lecturer at the Catholic University of Leuven, has clarified for us the notion of international *lis pendens*, which has the tendency to become a real phenomenon when one notices the exploitation of its resources by some of the protagonists, to the benefit of forum shopping.

The "anti-suit" injunctions perfectly illustrate the imbalance of this issue of international litigation : the report by Professor Wendy KENNETT of the University of Keele defines the nature, the arena and conditions that apply, the particularities and scope and the

sanctions of these injunctions particular to the countries of "Common Law" and which continental experts perceive as a clear-drawn manifestation of juridical insularity. The useful effect of these procedures, whose apparent finality tends to point to interdiction by the English Judge to have a case brought before a foreign tribunal, was examined with regard to the rules that have reference to *lis pendens* and to relatedness in domestic and in international law.

Professor Hans VAN HOUTTE of the Catholic University of Leuven analyses the effectiveness which these injunctions "anti-suit" can have in the other States of the European Union and addresses himself to the question of their compatibility with the rules of international competence provided by the Convention of Brussels and of Lugano and, consequently, with the balanced respect for the rights of the defendant.

II. THE PROCEDURES OF ENFORCEMENT

It is in a somewhat doubtful manner that we have set the procedures of enforcement against the procedures of instance.

The instance, as Professor LEBRE DE FREITAS has demonstrated, is in Europe a notion of protean form that covers the most diverse juridical realities. Some national legislations do in fact call for the introduction of a complementary judiciary instance (complementary to the one taken for the jurisdictional sanctioning of litigious rights), before the decision of the court can be put into effect.

Dean de LEVAL and Mrs Joëlle MATRAY, barrister and assistant lecturer at the University of Liege, have described to us in terms of comparative law the most diverse forms of juridical realities that can be



*Left to right (de gauche à droite) :
Professor Wendy KENNETT and Baron Ernest KRINGS*



covered by the terme "writ of execution". Even for the Court of Strasbourg, as is demonstrated by the report of Professor KRINGS, the boundaries between "the instance" and "the enforcement" have been pulverised.

The analysis of measures of enforcement have drawn us into the very heart of those same questions already formulated in the first part. In the phase where the Judge's decision has assumed a concrete form, where its logical extension may legitimately be expected (by the creditor) and where lurks the impending menace of real coercive measures (for the debtor), the rights of both the one and the other clash with ever greater violence ; the protagonist are getting nervous.

Will the creditor's impatience accommodate itself to the juridical impermeability of the borders ? Dean de LEVAL and Mr Frédéric GEORGE, barrister and assistant lecturer at the University of Liège, have elucidated for us the "customs clearing formalities" of the writ of execution and the consequences of the "exportation" on the scope and the effects of the latter.

The garnishment of bank assets across borders constitutes a notion wherein lie concentrated all the problems associated with a trans-national litigation

action, as well as those that flow from its object : to apprehend an estate eminently volatile and composed of sophisticated financial products, sometimes virtual, creating juridical figurations well thought-out and complex. To all of this one can add the advances in transmission techniques, possible collusion of the garnishee, and his professional secrecy.

Dean de LEVAL and Mr Frédéric GEORGE have proceeded to the comparative study of the different procedural stages of the garnishment action, the possibilities of obtaining information on estate property in advance of the procedure, the extent of the obligations imposed on the garnishee and, adding to that, the right of safekeeping and the effects of the garnishment.

The study of the effects and of the scope of a writ of execution served abroad has been elaborated upon and enhanced by the analysis of a particular procedure : "**International enforcement of the rights of intellectual property in the matter of unauthorised material**" (*L'exécution internationale en matière de contrefaçon des droits de la propriété intellectuelle*), report presented by Mrs Marta PERTEGAS-SENDER, assistant lecturer at the Catholic University of Leuven. The report sets forth the extent of the territorial effectiveness of a judgement forbidding the use

of a distinctive identification mark (labels, signs or commercial names, identifications or origin), or or a novel creation (patents, designs, models). Will the injunction of a national judge also be found valid in the other States ? What are the parameters for putting into effect abroad decisions relative to intellectual property under the do or desists injunction and under order to pay the penalty of a fine and/or damages and interests ?

Furthermore, a recent jurisprudential evolution at the Court of Strasbourg has suggested to us the following question : is the creditor's right to an effective enforcement of the writ in his favour a fundamental right which places on the States the clear burden of obligation to property organise their institutions ?

Baron Ernest KRINGS, professor at the free University of Brussels, has analysed the notion of enforcement under international law based on the stipulations of article 6 of the European Convention of Human Rights and the jurisprudence of the Court of Strasbourg (and notably of the decree of March 19, 1997, case 107/1995/613/701, *Hornsby vs GREECE*).

If it must be admitted that the right of actual enforcement of a judgement, successfully concluded after a reasonable delay, is a fundamental right of





Left to right (de gauche à droite) :

Mrs Nicola HESSLÉN, Mr Etienne LEROY, Mrs Wendy KENNET, Mr Francis GUEPIN and Mr David WALKER

the individual, it is important to verify if the Member States have placed at the disposal of their subjects liable for court action the appropriate agencies to ensure that this right is realised in fact without delay. It is in this light that numerous examples of the status of enforcement agents have been presented to us, most particularly from this functional perspective of effectiveness.

Mr Francis GUEPIN, Judicial Officer, honorary President of the French National Chamber of Judicial Officers, and Mr David WALKER, President of the Scotch Society of Messengers-at-Arms, both members of the International Union of Judicial Officers, have specifically asked the following question : what is, with reference to their status, the degree of autonomy and independence of enforcement agents ? For example, does the simple issuance of notice of pronouncement of

principal judgement have the force of authorisation to proceed with all appropriate measures of enforcement, without regard for any other *a priori* judicial control ?

Other aspects of the enforcement agent's status have been briefly touched upon : the monopoly, the impartiality, the responsibility, the cost ; the brief nature of this analysis results from its imposed limitation to treat only one functional perspective : the question of efficiency.

In a State that disposes of a corps of professionals whose performances, carefully considered, are appreciable when it comes to imposing coercive measures on an estate apparent or disclosed, how do we interpret that the means of investigation not be placed at its disposal to find out, under regulated conditions, the composition of the recalcitrant

debtor's estate ? Is this dissimulation, this resistance, on the debtor's part, in fact, legal ? Should one not institute rules of ethical procedure for which sanctions are provided in case of non compliance ?

It is to find answers to these questions that we have reserved and in-depth debate for a comparative analysis of the question of estate transparency. Two practitioners, Mrs Nicola HESSLÉN, Judicial Officer in Göteborg, and Mr Etienne LEROY, Judicial Officer in Charleroi, as well as Professor Alain VERBEKE of the Catholic University of Leuven, have put together a team of experts well versed in the mire of differences that mark the juridical systems in which each of them is active, in the context of estate transparency ; these differences create some unacceptable discriminations between the creditors.



The responses by each juridical system to the following questions have revealed what are the most distinct disparities, particularly between northern (transparency of estate) and southern (opacity) Europe :

- ☛ Are investigations into estate property legally authorised and organised ?
- ☛ Who is empowered to proceed with investigations into estate property and under what conditions ?
- ☛ What are the source of information (institutions of private and/or public law, files and public registers) and what may be their purpose (locating of the debtor himself, search for active and passive components of the latter's estate) ?
- ☛ What are the imposed limitations (protection of privacy and personal information, respect of profes-

sional secrecy) put in effect to reconcile the principle of efficiency of sequestration of property and the avenues of enforcement with the principle of protection for the debtor and third parties against investigations that are ill-timed, inadequate or excessive ?

- ☛ Can estate information that has been gathered be used indiscriminately to the profit of creditors of the same debtor and can such information be passed amongst enforcement agents under the consideration of a professional secret shared ?
- ☛ What are the civil avenues and the penal sanctions provided to counter or curb the organisation of insolvency ?
- ☛ Can one envisage a mutual collaboration between the States of the European Union bearing on the ob-

tainment, to the benefit of the creditor, of information legally available in the requisite State and with reference to the locality and the composition of the debtor's estate ?

But will a European collaboration ever find a voice in the midst of such a cacophony ? On that point more than on any other, the harmonisation of legislative decrees reveals itself as indispensable.

This burgeoning bloom of reflections has been sorted out and put in some order by Professor Roger PERROT who has extracted some of their essential principles in his summing-up talk.

By way of conclusion, Mrs Joëlle MATRAY, in a prospective synthesis, has very faithfully reproduced the dynamics of the debates and the passions brought to them by the participants, both having provoked the formulation of some propositions as concrete as they are daring and to be included in the collective edition now in the process of publication.

We express our hope that our workshops have inspired the Portuguese authorities to improve still further the proposals for reform of the avenues of enforcement and (why not ?) to wish to involve the experts of the UIHJ in their deliberations.



A lot of assistance

